

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°56 - 19 décembre 2010

Les salaires des grands patrons ne connaissent pas la crise !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 19 décembre 2010

Démocratie & Socialisme

Mardi 14 décembre : les journaux, les radios et les télévisions ont relayé en boucle deux faits qui illustrent, si besoin en était, que la lutte des classes est toujours une réalité. L'annonce des salaires des grands patrons français pour l'année 2009 et en parallèle le refus gouvernemental d'augmenter le SMIC : voilà deux facettes d'une même réalité dans notre beau pays de France en cette fin d'année 2010. D'un côté on continue à se goinfrer allègrement, tandis que de l'autre on se serre la ceinture pour payer des loyers exorbitants et pour boucler ses fins de mois. Depuis plus de deux ans, ce sont les salariés qui payent cash une crise dont ils ne sont pas responsables. Licenciements, stagnation salariale, chômage technique et partiel, précarité renforcée, répression antisyndicale, la liste est malheureusement longue et la note fort douloureuse pour les travailleurs. Les profits des grandes entreprises s'envolent à nouveau et atteignent déjà 41 milliards d'euros pour le premier semestre de l'année 2010, soit une hausse de 85 % ! A coup de plans de licenciements et d'austérité sociale, les grands groupes ont en fait utilisé leurs salariés comme variable d'ajustement. Les profits ont été pratiquement épargnés, les actionnaires continuent à se goinfrer et la spéculation financière est repartie comme aux plus belles heures de l'avant-crise. Bref, tout semble aller pour le mieux dans le meilleur des mondes patronal et capitaliste.

390 fois plus qu'un smicard !

Concernant les salaires, le problème est le même : festin, caviar et champagne pour ceux d'en haut, précarité, hard discount et paquet de pâtes pour ceux d'en bas. Les chiffres donnés il y a deux jours donnent le vertige : en moyenne les salaires des patrons du CAC 40 ont atteints 3,6 millions d'euros sur l'année 2009, soit une rémunération mensuelle d'environ 300 000 euros ! Malgré cela, certains voudraient encore faire pleurer dans les chaumières en signalant une baisse de 14 % pour ces malheureux dirigeants de grandes entreprises... Quel cynisme, quelle indécence et quelle hypocrisie quand on sait qu'un patron du CAC 40 gagne en moyenne 390 fois plus qu'un smicard ! Au hit parade de ces pauvres messieurs se trouvent Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan, qui a gagné la modique somme de 9,2 millions l'an dernier, suivi de très près par l'excellent Christopher Viehbacher qui dirige Sanofi et qui, lui, n'a empoché que 8,3 millions d'euros tandis que le « frère » de Nicolas Sarkozy, Bernard Arnaud, n'a décroché qu'un petit 7,6 millions ! Il manque à ce dîner de pauvres les deux philanthropes Franck Riboud (Danone) avec 5,8 millions et Henri de Castries (Axa) avec 5,6 millions.

Pas de coup de pouce pour le SMIC

Descendons désormais de ces doux sommets où ces grands messieurs tutoient peut-être les dieux pour plonger dans une réalité plus prosaïque : le SMIC ne sera pas revalorisé au 1er janvier 2011 par le gouvernement Fillon au-delà du minimum légal, soit 1,6 %. Le SMIC concerne en France environ 2,3 millions de salariés qui gagneront désormais 1073 euros mensuels... c'est à peine ce que gagne en une heure les PDG du CAC 40 ! Avec cette décision, la bande du Fouquet's qui nous gouverne, dévoile encore une fois la froide cohérence de sa politique : servir les intérêts d'une minorité de riches qui s'enrichissent en dormant. Ces oisifs qui vivent sur le travail de l'immense majorité de la population sont en réalité un groupe parasitaire sans aucune utilité sociale avérée.

Et cerise sur le gâteau, les branches dont le salaire minimum est inférieur au SMIC ont l'autorisation d'y rester jusqu'en 2013 !

D'abord redistribuer les richesses

Les salaires des grands patrons ne connaissent pas la crise !

Une gauche digne de ce nom devrait faire de ces chiffres des éléments d'agitation sociale et une illustration criante des inégalités sociales abyssales entre les plus riches et plus pauvres. Poser enfin ces questions sur la table, cela signifie mettre au cœur de tout projet de gauche la redistribution des richesses par une hausse importante des salaires : 200 euros pour tous, voilà un mot d'ordre unificateur pour le salariat ! N'oublions pas que 50 % des travailleurs gagnent moins de 1600 euros par mois dans notre pays. Voilà la base sociale que nous voulons mobiliser en priorité et à laquelle nous voulons nous adresser.

La deuxième grande mesure à envisager est le plafonnement des revenus à 20 fois le c'est-à-dire autour de 32 000 euros par mois pour les dirigeants des grandes entreprises. C'est un choix politique à faire : on ne peut servir à la fois Neuilly et Clichy et pour nous, le choix est clair ! Les partis de gauche commencent à avancer sur cette question : le récent projet socialiste sur l'égalité réelle évoque un salaire maximum, le Front de gauche et le NPA défendent aussi cette idée et elle sera un élément de confrontation avec les libéraux en 2012.

D'abord redistribuer les richesses, tel était en 2008 le titre de notre contribution lors du dernier congrès socialiste : deux ans plus tard, ce mot d'ordre n'a rien perdu de sa force ! Il s'est enrichi dans la force du mouvement social sur les retraites.